

**Trahison du CD&V vis-à-vis de ses électeurs flamands mais ils paieront la note quand la N-VA fera alliance avec le Vlaams Belang c'est inéductable**

**Formation fédérale: une catastrophe pour la Flandre, selon Bart De Wever, «je ne peux plus appeler ça une démocratie»**

L'avènement d'une coalition Vivaldi sera une catastrophe pour la Flandre, a prédit dimanche le président de la N-VA, Bart De Wever, sur les plateaux de la VRT et de VTM.



Belga

Le dirigeant nationaliste a dit son indignation devant sa mise à l'écart du gouvernement en cours de formation. Non seulement son parti mais aussi le Vlaams Belang en seront écartés, soit les deux premiers partis de Flandre, un fait unique au monde selon lui.

« Si ce gouvernement dominé par la gauche et les francophones voit le jour, cela signifie que pendant 12 années sur 16 (soit de 2008 à 2024, la seule exception étant le gouvernement Michel, ndlr), la Flandre aura été dirigée sans majorité flamande. Nous faisons 83 % des exportations, nous payons 70 % des impôts, nous payons des milliards de transferts et, en guise de remerciement, nous sommes mis en minorité au moment où nous devons subir une grave crise », a souligné M. De Wever.

À ses yeux, c'est la démocratie même qui est bafouée. « Je ne peux plus appeler ça une démocratie. Les résultats électoraux sont mis sans dessus dessous, les plus grands partis sont écartés et on sera dominé par des partis pour lesquels on ne peut même pas voter », a-t-il dit.

L'Open Vld est particulièrement visé. Selon le président de la N-VA, les libéraux flamands avaient déjà fait le choix d'une coalition avec les socialistes

et les écologistes depuis le mois de décembre. Pourquoi ont-ils attendu si longtemps ? « J'ai l'impression que l'on a utilisé tout ce temps pour ramollir la population et la préparer à un gouvernement. Les gens seront soulagés. Enfin, il y a quelque chose et on aura oublié entre-temps que c'est tout à fait contraire aux résultats des élections », a-t-il affirmé.

Le CD&V veut obtenir des avancées sur le plan institutionnel dans l'accord de gouvernement. « Je n'en crois pas un mot », a répondu M. De Wever en ciblant le président du MR, Georges-Louis Bouchez, avec qui il ne serait pas possible de négocier une réforme de l'État : « C'est un Belge du 19e siècle, il parle seulement le français, il célèbre le combat francophone dans la périphérie et veut repousser la frontière linguistique », a-t-il accusé.